



Arrêté n° 2014352-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---

Société LE JOINT FRANCAIS  
Commune de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE

---

Arrêté Préfectoral Complémentaire

---

La Préfète de l'Aube,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, Livre V, titre I<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 511.1 et L. 512.20, ainsi que les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 ;
- VU** la circulaire du 8 février 2007 du ministère de l'écologie et du développement durable relative aux sites et sols pollués, et aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 92/4000A du 10 décembre 1992 encadrant les activités du site ;
- VU** le courrier en date du 30 novembre 2012 de la société HUTCHINSON/LE JOINT FRANCAIS informant de la cessation définitive d'activité du site de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE le 31 décembre 2012 ;
- VU** le dossier de cessation d'activité URS PRA-RAP-13-10387C du 5 février 2013 ;
- VU** la consultation de Monsieur le maire de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE et de la société BOSTIK, propriétaire des terrains d'assiette des installations, sur la proposition d'usage futur industriel du site, et leurs accords par courriers respectifs des 6 décembre 2012 et 18 mars 2013 ;

- VU** les rapports ICF Environnement n° INV/10/258 du 23/12/2010 « Étude historique et documentaire – Diagnostic initial », n° INV/12/310 du 27 mars 2013 « Investigations des sols et des eaux souterraines – Diagnostic complémentaire » et n° INV/13/127IA du 15 juillet 2013 « Investigations complémentaires des sols – Suivi des eaux souterraines » ;
- VU** les rapports d'audit de mise en sécurité et de récolement des travaux de mise en sécurité URS d'août 2014 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 6 octobre 2014 ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 20 novembre 2014 ;

**CONSIDERANT** que le site du Joint Français, sis Zone Industrielle de la Glacière à MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE (10510), présente des pollutions de sols ;

**CONSIDERANT** qu'en fonction de l'aménagement futur du site, des investigations et travaux complémentaires seront à mener ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de poursuivre la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre des dispositions afin de garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement suite à la mise à l'arrêt définitif du site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

**ARRETE**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La société LE JOINT FRANCAIS, dont le siège social est situé 2 rue Balzac, 75384 PARIS Cedex 08, ci-dessous dénommé l'exploitant, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté dans le cadre de la cessation d'activité de son site sis zone industrielle de la Glacière à MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE (10510).

## **ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GENERALES**

### **2.1 Remise en état**

L'exploitant est tenu de remettre l'emprise du site localisé zone industrielle de la Glacière à MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

### **2.2 Prescriptions complémentaires**

L'action engagée constitue une étape dans le cadre de la cessation d'activité du site. Le présent arrêté ne saurait être assimilé à un quitus, et des prescriptions complémentaires seront établies si celles-ci s'avéraient nécessaires pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

### **2.3 Changement d'usage**

Tout projet de changement d'usage du site nécessite la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'analyses de sol complémentaires, d'un plan de gestion et de travaux de dépollution éventuels correspondants, soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Une analyse des risques résiduels sera menée afin de s'assurer de la compatibilité de l'état des milieux avec l'aménagement projeté.

## **ARTICLE 3 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

L'exploitant doit assurer une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines au droit de son site pendant une durée minimale de 4 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Le suivi sera réalisé à minima à partir du réseau existant des quatre piézomètres PZ1 (amont), PZ3, PZ5 et PZ6 (aval), tels que représentés sur le plan annexé au présent arrêté.

Les paramètres qui devront faire l'objet d'une analyse sont les hydrocarbures halogénés et totaux (BTEX, HAP, chlorure de méthylène ou dichlorométhane, HCT) et les composés organiques halogénés volatils (COHV).



Les prélèvements et analyses seront réalisés par un organisme tiers qualifié. Le rapport de ces analyses sera transmis à l'inspection des installations classées dès sa réception avec les commentaires qu'il appelle. Il comprendra notamment une esquisse piézométrique ainsi qu'une courbe d'évolution des concentrations des substances analysées.

Au terme des 4 années, l'exploitant réalisera un bilan quadriennal de surveillance des eaux et le transmettra au service de l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la dernière campagne d'analyses. Ce bilan conclura sur l'opportunité de poursuivre la surveillance ou de la modifier.

#### **ARTICLE 4 : ANALYSE ET EXCAVATION DES TERRES DU PARC A SOLVANTS**

Tout projet d'aménagement visant l'intégrité ou la structure de l'ancien parc à solvants, ou tout projet de changement d'usage de cette zone nécessite la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'analyses de sol complémentaires et de travaux éventuels de dépollution correspondants.

Les objectifs de dépollution seront fixés en accord avec l'inspection des installations classées.

Une analyse des risques résiduels sera menée afin de s'assurer de la compatibilité de l'état des milieux avec l'aménagement projeté.

Les terres excavées feront l'objet d'une élimination dans les filières de traitement adaptées. Les justificatifs seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les études environnementales seront communiquées aux entreprises concernées par les éventuels travaux d'aménagement de cette zone afin qu'elles prennent les dispositions utiles à la protection du personnel travaillant sur le chantier.

#### **ARTICLE 5 : PUIITS DE FORAGE**

Le site dispose de deux puits de forage.

Dans le cadre de la cession du site, l'exploitant informera l'acquéreur des dispositions qui lui incombent en cas de pompage des eaux souterraines à partir de ces ouvrages (Loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992).

En cas de cessation d'utilisation de ces forages, la personne à l'initiative de cette décision prendra les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de ces deux ouvrages afin d'éviter tout risque de pollution des nappes d'eau souterraines.

Selon la norme NF-X10-999 (Réalisation, suivi et abandon d'ouvrages de captage ou de surveillance des eaux souterraines réalisés par forages), ces travaux de rebouchage comprendront entre autres :

- un comblement sur toute la hauteur aquifère (chambre de captage) avec des sables et graviers siliceux, désinfectés ;
- la mise en place au-dessus des graviers d'un bouchon d'argile gonflante anticontamination ;
- et le comblement jusqu'en surface par cimentation.

Afin d'éviter tout acte de malveillance, l'accès aux têtes de puits sera condamné.

## **ARTICLE 6 : INFORMATION DU NOUVEAU PROPRIETAIRE**

En cas de cession des terrains visés à l'article 1, la société LE JOINT FRANCAIS informera l'acquéreur de l'existence du présent arrêté préfectoral et lui communiquera les rapports d'études environnementales.

## **ARTICLE 7 : FRAIS**

Tous les frais générés en application du présent arrêté sont à la charge de la société LE JOINT FRANCAIS.

## **ARTICLE 8 : RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois par l'exploitant et un délai de un an par les tiers à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée - 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE Cedex.

Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## **ARTICLE 9 : PUBLICATION**

Une copie de cet arrêté est déposée à la mairie de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE et mise à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par les soins du maire à la préfecture de l'Aube - direction départementale des territoires - secrétariat général – bureau juridique.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon bien visible, sur le site de ladite installation par les soins de l'exploitant.

Un extrait est également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Un avis au public est inséré par les soins de Madame la préfète, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

## **ARTICLE 10 : EXECUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée, pour information, à Monsieur le maire de MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE.

Notification en sera faite à Monsieur le directeur de la société LE JOINT FRANCAIS.

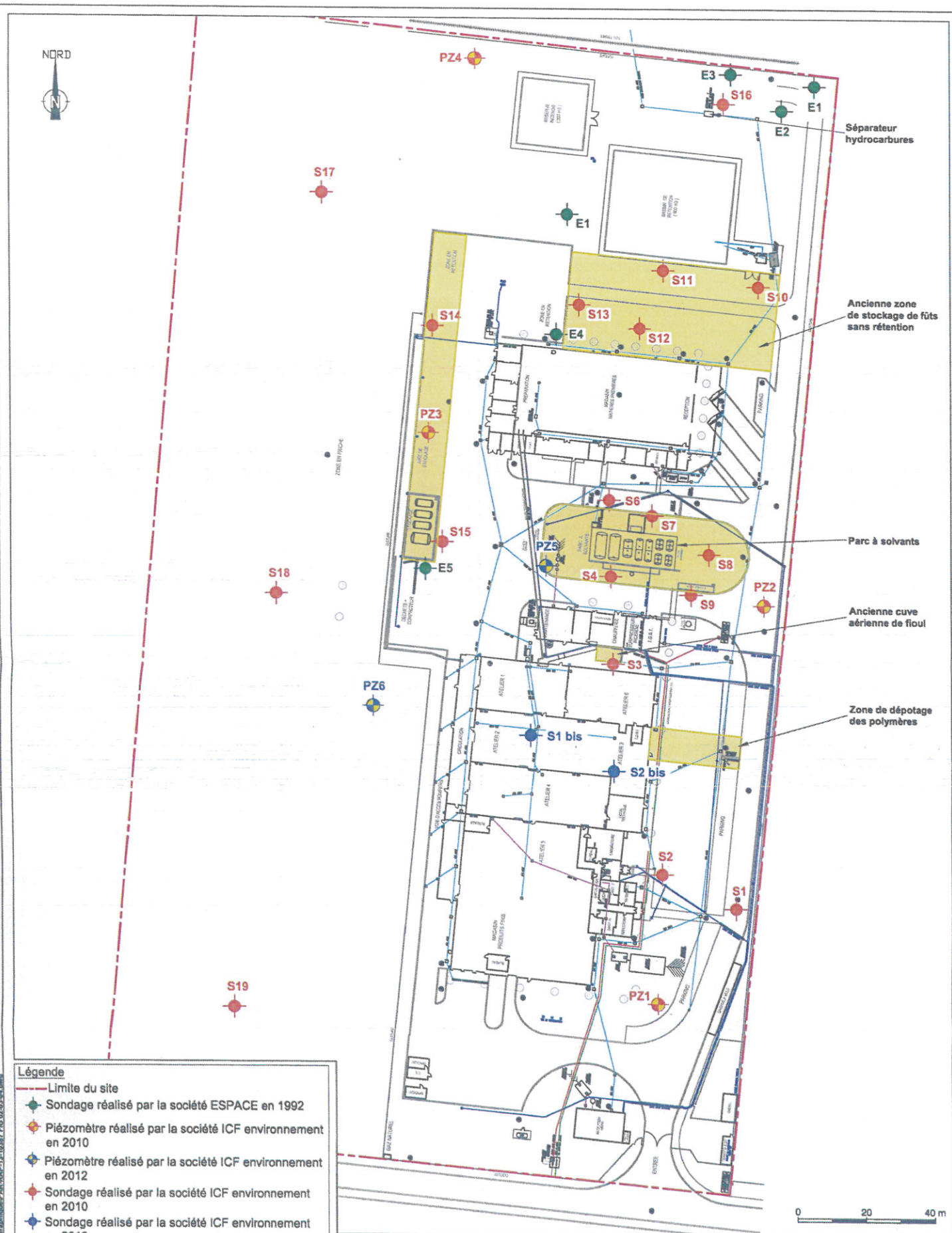
Fait à Troyes, le 18-12-16

La Préfète



Isabelle DILHAC





### PLAN D'IMPLANTATION DES SONDAGES ET DES PIEZOMETRES

Titre **DOSSIER DE NOTIFICATION  
DE CESSATION D'ACTIVITE**

Lieu **MAIZIERES-LA-GRANDE-PAROISSE**

Client **HUTCHINSON**

